

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 23 au 29 avril 2026

Le chancelier allemand a été vivement critiqué par Donald Trump pour avoir remis en cause la gestion du conflit avec l'Iran. De son côté, Merz avait critiqué l'absence de stratégie de sortie des États-Unis face à l'Iran, mettant en avant les risques d'un tel conflit. Sur sa plateforme Truth Social, le président américain a alors accusé Friedrich Merz de ne pas savoir de quoi il parlait, ajoutant que c'était la raison pour laquelle l'Allemagne se trouvait dans une situation économique et politique difficile. Il a également reproché à Merz de tolérer la possibilité que l'Iran se dote d'armes nucléaires, tout en défendant ses propres actions. Selon lui, l'Iran dominerait le monde s'il disposait d'une arme nucléaire. Il a insisté sur le fait qu'il faisait ce que d'autres dirigeants auraient dû faire bien plus tôt. Il a également exprimé son mécontentement face à l'attitude des dirigeants européens qui se montrent réticents à l'idée de s'engager dans une guerre contre l'Iran.

Le parquet fédéral allemand enquête sur une campagne d'hameçonnage via le service de messagerie Signal, soupçonnée d'être liée à des activités d'espionnage. Des personnalités politiques, des journalistes et des membres de l'armée, dont la présidente du Bundestag, Julia Klöckner, seraient les victimes de ces attaques. Les autorités, dont le *Bundesamt für Verfassungsschutz* et le *Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik*, ont alerté sur cette menace dès le mois de février 2025, précisant que l'attaque pourrait être menée par un acteur étatique. Les agresseurs cherchent à obtenir l'accès aux contacts et aux conversations des utilisateurs en leur envoyant des messages leur demandant de saisir un code PIN ou de cliquer sur des liens. Cela leur permet de se faire passer pour des membres internes de groupes de discussion et d'étendre leurs attaques. Bien que la sécurité de Signal en matière de cryptage n'ait pas été compromise, les données des utilisateurs ont été exposées. Cette campagne, déjà repérée au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, serait menée par des services de renseignement russes. Le parquet fédéral n'a pas encore commenté le rôle exact des auteurs.

Le gouvernement fédéral allemand a adopté ce mercredi 29 avril les grandes lignes du budget pour 2027 ainsi que la programmation financière pour les années à venir. Pour l'année prochaine, le budget de base prévoit des dépenses d'environ 543 milliards d'euros, soit bien plus que pour 2026. Le gouvernement prévoit également de contracter de nouvelles dettes à hauteur de 110,8 milliards d'euros. Si l'on y ajoute les emprunts destinés aux fonds spéciaux financés par la dette, le montant total de l'endettement prévu pour 2027 s'élève à 196,5 milliards d'euros. L'opposition critique vivement cette politique d'endettement, mettant en avant les risques liés à la hausse des taux d'intérêt de la dette, qui pourraient atteindre 79 milliards d'euros d'ici 2030. Des partis comme les Verts et La Gauche dénoncent également les priorités budgétaires, notamment le budget militaire, qui passera de 105,8 milliards d'euros en 2027 à 179,9 milliards d'euros en 2030. Le chancelier Merz estime quant à lui que les événements survenus en Iran au cours de l'année écoulée et ces derniers mois ont montré « à quel point il est important d'investir dans nos capacités de défense ». Les prochaines étapes prévoient des discussions approfondies sur les propositions de financement, ainsi que des ajustements en fonction de l'évolution de la situation économique.

Le gouvernement allemand a adopté un plan de réforme historique pour les caisses d'assurance maladie légales. Présenté par la ministre de la Santé, Nina Warken (CDU), ce projet vise à éviter une hausse des cotisations des assurés et des entreprises, actuellement fixées à 14,6 %. Le chancelier Friedrich Merz a qualifié cette réforme d'« historique » et a annoncé que le projet de loi devrait être adopté avant la pause estivale afin d'entrer en vigueur rapidement, offrant ainsi une sécurité aux assurés, aux travailleurs du secteur et aux employeurs. Cette réforme vise à combler un déficit prévu de 15 milliards d'euros pour l'année prochaine, grâce à des économies estimées à 16,3 milliards d'euros. Toutefois, la réforme prévoit des mesures d'économies qui toucheront les assurés, l'industrie pharmaceutique, les médecins et les caisses elles-mêmes. Les assurés devront notamment payer davantage pour les médicaments et certaines prestations, comme les examens de dépistage du cancer de la peau pour les personnes de plus de 35 ans, seront supprimées. De plus, les médicaments homéopathiques ne seront plus remboursés. Pour financer cette réforme, une nouvelle taxe sur les boissons sucrées doit être introduite : voir encadré ci-dessous.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Cette **taxe sur les boissons sucrées** devrait générer environ 450 millions d'euros par an pour les caisses de l'État. Le gouvernement allemand envisage d'instaurer cette taxe à partir de 2028 (elle est en vigueur en France depuis 2012), après que les partenaires de la coalition ont trouvé un terrain d'entente. Outre cette taxe, le gouvernement prévoit d'augmenter les taxes sur l'alcool et le tabac, et de réduire certaines aides financières. Markus Söder, le chef de la CSU, qui s'était initialement opposé à cette taxe, a fini par accepter cette proposition à condition que les revenus générés soient utilisés pour financer l'assurance maladie publique, et non pour combler des déficits budgétaires. Cette approche a reçu un accueil favorable de la part d'autres responsables politiques, comme le ministre-président du Schleswig-Holstein, Daniel Günther (CDU), et le chef du groupe parlementaire CDU, Jens Spahn, qui soulignent l'importance de lutter contre l'obésité infantile. Cette idée avait encore été rejetée par le congrès du parti CDU en février 2026.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3,4%



L'Allemagne connaît en 2025 un recul démographique historique, avec le plus fort déficit naturel de population depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon les données publiées jeudi par l'office fédéral de la statistique Destatis. Le nombre de décès (environ 1,01 million) dépasse largement celui des naissances (352 000), tandis que ces dernières ont encore diminué de **3,4 %** sur un an. Il s'agit de la quatrième année consécutive de baisse des naissances, atteignant leur niveau le plus bas depuis 1946. Cette situation s'explique notamment par des générations moins nombreuses arrivant à l'âge d'avoir des enfants et par une baisse du taux de fécondité. Le taux de fécondité a en effet chuté à 1,38 naissance par femme en 2023, contre 1,46 l'année précédente. Soit une baisse de 5,4 % par rapport à 2022. Ce phénomène s'inscrit dans une tendance plus large de vieillissement de la population, avec une part importante de travailleurs âgés, un quart des travailleurs du pays ayant entre 55 et 64 ans, selon des chiffres publiés en février.